



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-COP21-va-echouer-Pourquoi>

Actualité

La COP21 va échouer. Pourquoi ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1169 - novembre 2015 -

Date de mise en ligne : jeudi 11 février 2016

Date de parution : novembre 2015

Description :

Marie-Louise Duboin, en s'appuyant sur des études dont le sérieux est assuré, montre que le réchauffement climatique est bien une grave menace pour le proche avenir de l'humanité. Et que les moyens d'en atténuer les effets sont envisageables, à condition de les entreprendre à court terme. Mais les mesures à prendre, au plan mondial, remettent en cause la logique capitaliste qui permet à l'industrie des combustibles fossiles d'attendre de copieux revenus de ses investissements dans leur exploitation. Elles ne seront donc pas prises par les gouvernements, tant que la volonté de survie des citoyen(ne)s ne l'emportera pas sur les pressions exercées par les sociétés qui tirent profit de cette industrie.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Que de discours, de livres, d'articles, de négociations préparatoires à l'approche de la COP21, la vingt-et-unième conférence à laquelle doivent participer les 195 États membres de la Commission-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et aussi que de manifestations à prévoir !

Mais chefs d'État et de gouvernement auront beau ouvrir solennellement ces débats le 30 novembre à Paris, et faire ensuite toutes les déclarations qu'ils voudront, pas plus que leurs prédécesseurs depuis 23 ans, ils ne prendront les décisions qu'il faut attendre d'eux.

Les difficultés sont multiples, il s'agit en effet de faire face, d'urgence, à des dangers graves alors qu'ils ne paraissent pas immédiats, et de se mettre d'accord sur des mesures qui vont complètement à l'encontre des intérêts qui dominent notre monde actuel. Dans ces conditions, nos "décideurs" ne prendront pas la responsabilité d'imposer aux vivants, et d'abord aux plus riches, des contraintes dont les effets concernent les générations à venir, et d'abord les plus pauvres.

Comment pourraient-ils amener à une certaine sobriété des populations qui, tout au contraire, sont, en permanence, incitées à dépenser pour consommer ou gaspiller ? Et surtout, ils ne sont pas prêts à empêcher ceux qui profitent d'une telle croissance de ne plus faire n'importe quoi pour augmenter leur fortune...

Que de discours, de livres, d'articles, de négociations préparatoires à l'approche de la COP21, la vingt-et-unième conférence à laquelle doivent participer les 195 États membres de la Commission-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et aussi que de manifestations à prévoir !

Mais chefs d'État et de gouvernement auront beau ouvrir solennellement ces débats le 30 novembre à Paris, et faire ensuite toutes les déclarations qu'ils voudront, pas plus que leurs prédécesseurs depuis 23 ans, ils ne prendront les décisions qu'il faut attendre d'eux.

Les difficultés sont multiples, il s'agit en effet de faire face, d'urgence, à des dangers graves alors qu'ils ne paraissent pas immédiats, et de se mettre d'accord sur des mesures qui vont complètement à l'encontre des intérêts qui dominent notre monde actuel. Dans ces conditions, nos "décideurs" ne prendront pas la responsabilité d'imposer aux vivants, et d'abord aux plus riches, des contraintes dont les effets concernent les générations à venir, et d'abord les plus pauvres.

Comment pourraient-ils amener à une certaine sobriété des populations qui, tout au contraire, sont, en permanence, incitées à dépenser pour consommer ou gaspiller ? Et surtout, ils ne sont pas prêts à empêcher ceux qui profitent d'une telle croissance de ne plus faire n'importe quoi pour augmenter leur fortune...

·/- Grave, urgent, le problème est clairement posé

Constats et prévisions scientifiques

Pour comprendre d'abord quels sont les enjeux, rien de tel que la lecture du livre Climat, le temps d'agir qui vient d'être publié au Cherche-midi. Je me permets de recommander cette lecture parce qu'il s'agit d'un travail collectif de plusieurs de mes anciens collègues géophysiciens, dont Michel Petit, le coordinateur, qui a les a réunis avec des climatologues, des météorologues, des océanographes, un hydroglaciologue, des ingénieurs, des modélisateurs experts en calculs scientifiques avancés, et même un économiste polytechnicien et un journaliste anglais. Ils s'appuient évidemment sur une montagne de résultats scientifiques. La plupart de ceux-ci ont subi l'analyse du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Après avoir rappelé pourquoi ce groupe a été créé, comment il fonctionne, ils décrivent la rigueur scientifique avec laquelle ses rapports sont établis. C'est ainsi que : « le cinquième rapport, approuvé en 2013-2014, est le fruit du travail de 830 scientifiques, dont 179 femmes, venant de 85 pays différents, et 529 d'entre eux n'avaient pas participé à la rédaction des précédents rapports », ce qui montre l'absurdité des "climato sceptiques" qui ont cherché à jeter le doute sur l'objectivité de ces rapports : comment dans de telles conditions, autant de chercheurs et d'horizons si divers auraient-ils pu préparer un complot de cette sorte ?!

Références à l'appui, ce livre répond de la façon la plus objective possible, complète et compréhensible par des non spécialistes, à des questions essentielles. Faut-il s'inquiéter d'une évolution du climat due aux activités humaines ? - Oui, parce que « Nous vivons une époque exceptionnelle où les activités humaines sont responsables de concentration en gaz à effet de serre inégalées au cours des derniers millions d'années ». Quels gaz à effet de serre incriminer ? - D'abord « Le dioxyde de carbone... produit essentiellement par l'utilisation des combustibles fossiles, charbon, pétrole et gaz, qui fournissent 80 % de l'énergie commercialisée dans le monde... et après 10.000 ans, il restera encore dans l'atmosphère 10 à 25% du carbone initialement émis... Depuis 1850, début de l'ère industrielle, la concentration de CO₂ de l'atmosphère est passée de 280 à 400 ppm ». Les couches superficielles de l'océan absorbent du CO₂ mais « on estime qu'il faut une trentaine d'années pour absorber la moitié du CO₂ anthropique déjà en excès et 50 ans de plus pour en absorber encore 30%, quant aux 20 % restants, c'est en dizaines de milliers d'années qu'il faut compter... » par conséquent « Que l'humanité consomme plus ou moins de carbone fossile dans les décennies qui viennent est déterminant pour le climat futur ».

Les chercheurs, qui disposent d'ordinateurs superpuissants, ont modélisé quatre scénarios possibles : le plus optimiste conduit d'ici à 2100, à un réchauffement moyen en surface des océans d'au moins 1 à 3°, le plus pessimiste, celui qui correspond à suivre la tendance des dix dernières années, à plus 8° au-dessus des terres

émergées.

Après avoir bien expliqué que les variations régionales du climat sont dues au fait que les mouvements de l'air et des océans, et aussi la végétation (déforestations), distribuent différemment l'eau et la chaleur, les auteurs exposent les prévisions à l'échelle globale et même régionale, ce qui est bien plus difficile.

Quand on voit tout ce qui a été mesuré et étudié, tous les aspects qui ont été envisagés pour comprendre comment le climat va évoluer, on ne peut qu'être convaincu du sérieux du travail de tant de chercheurs du monde entier.

Et être impressionné par les risques qui sont si clairement montrés et chiffrés, qu'il s'agisse des effets de la montée du niveau de la mer, de la raréfaction de l'eau douce, etc.

En ce qui concerne l'Europe et la Méditerranée, une centaine de simulations ont été effectuées dont la résolution a atteint un record : 20 kilomètres ! L'ouvrage publie les prévisions de la hausse des températures de l'air et des changements relatifs des précipitations qui en sont déduites pour l'Europe. « Selon le scénario le plus sévère, le réchauffement de la France serait de 3,8° en moyenne annuelle à la fin du XXIème siècle ».

Les changements climatiques seront-ils supportables ?

À la question : Les changements climatiques seront-ils supportables ? Les chercheurs répondent en décrivant les effets de l'acidification des océans, de la vulnérabilité aggravée de nombreuses populations végétales et animales, de l'extinction de certaines espèces (jusqu'à 50 %) et des impacts de la montée du niveau des mers sur les populations. Ils soulignent qu'une attention particulière doit être apportée à un possible manque d'eau douce. En ce qui concerne la France, ils notent que le Plan national d'adaptation au changement climatique, créé en 2011, tarde à se concrétiser et que notre pays doit revoir son modèle agricole, s'adapter à la réduction des ressources renouvelables, aux sécheresses, au développement de besoins en irrigation, à la modification du régime des précipitations et des écoulements, aux risques d'inondations, etc.

La nourriture va-t-elle manquer ?

La question qui vient alors à l'esprit, c'est évidemment : La nourriture va-t-elle manquer ? À leur chapitre sur cette question, la trentaine des co-auteurs de Climat, le temps d'agir a mis en exergue la citation suivante d'Amartya Sen (en 1981) : « Lorsque des gens ont faim, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas assez à manger, mais qu'eux, ils n'ont pas assez à manger ». Et ils n'hésitent pas à rappeler qu'il s'agit déjà de la situation actuelle de l'alimentation dans le monde, en soulignant bien que la production de nourriture y est pourtant suffisante. Ayant évoqué le "triple fardeau" décrit par la FAO (l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) : « 842 millions souffrent de sous-nutrition, 2 milliards de personnes sont affectées par des déficits nutritionnels graves..., tandis que 1,4 milliard d'adultes sont en surpoids », ils soulignent que la sécurité alimentaire ne se résume donc plus à savoir si la nourriture sera disponible en quantité suffisante, mais si elle conviendra en qualité et à un prix abordable pour les populations. Et ils rappellent à ce propos les émeutes de la faim, telles celles de 2008, qui ont été provoquées par la hausse du prix des céréales due à la spéculation financière. Ils précisent que les produits de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture suffiraient aujourd'hui à nourrir les plus de 7 milliards d'habitants de la planète, et que la première cause de la faim est la pauvreté...

Puis ils nous apprennent que des instituts de recherche agronomique conduisent des travaux de prospective, dont il résulte qu'il est possible de fournir une alimentation durable et suffisante, en 2050, dans toutes les régions du monde... pourvu que soient respectées certaines conditions, telles que réduire les pertes et les gaspillages, adopter des méthodes de production permettant une bonne gestion des ressources naturelles... et réviser certaines habitudes et excès alimentaires, d'ailleurs mauvais pour la santé.

Les recherches récentes ont permis d'estimer les effets prévisibles du changement climatique sur les maladies des plantes et des animaux, sur les rendements agricoles etc, et même sur la diminution du contenu en protéines et en minéraux des grains lorsque la concentration en CO₂ augmente. La conclusion qui s'impose est que les mesures à prendre pour assurer la sécurité alimentaire et pour éviter le développement de certaines maladies sont les mêmes que pour lutter contre le changement climatique.

Au lecteur de juger si le système économique actuel, qui favorise l'agriculture productiviste, la publicité, la politique des hypermarchés, qui organise l'obsolescence programmée et est aveugle aux gaspillages insensés s'ils "rapportent", est propice à de telles attitudes raisonnables.

Comment maîtriser la production de CO₂

Climat, le temps d'agir passe en revue les moyens envisageables pour maîtriser la production de CO₂, pour réduire les émissions liées à la production d'électricité, pour stocker l'énergie (c'est le plus difficile) et mieux l'utiliser, réduire les émissions dues aux transports et aux bâtiments.

Et si on emprisonnait sous terre le CO₂ "industriel" ? - Nos auteurs n'y voient pas la solution-miracle, ils estiment que le recours à cette technologie doit être joint à toutes les autres mesures, mais en soulignant qu'il nécessite encore bien des recherches sur les méthodes, et surtout qu'il pose de lourdes conditions : incitation et aide publiques, financement, réglementation favorable et stable pendant plusieurs décennies, et... sérieuse information de la population pour qu'elle admette que c'est une absolue nécessité.

Et la géo-ingénierie ? Est-ce qu'on ne va pas pouvoir gérer le rayonnement solaire ? Pourrait-on augmenter la réflexion des rayons du soleil par la terre, par exemple en envoyant des gaz soufrés dans la stratosphère (en pensant aux cendres répandues par le volcan Pinatubo en 1991) ou bien des sels marins dans les nuages, etc. ? - « Il est illusoire de vouloir compenser le changement climatique induit par l'effet de serre par une augmentation de l'albédo de la planète ». Jouer ainsi à l'apprenti sorcier « entraînerait de nombreuses incertitudes, des effets parasites, des risques », ne réduirait pas l'acidification de l'océan et ses conséquences, et enfin leur interruption serait catastrophique.

Ne comptons pas sur un miracle

Alors que faire ?- Il y a de nombreuses solutions, mais elles sont partielles. D'abord des économies d'énergie, d'autres pratiques agricoles, d'autres moyens de transport, une meilleure isolation des bâtiments, planter des forêts, construire en bois, etc. Tout en développant le recours aux énergies renouvelables et en entreprenant d'enfouir ce gaz carbonique, ce qui coûtera très cher. Mais ...

« Quels que soient nos efforts,

nous avons déjà émis dans l'atmosphère
suffisamment de CO2 pour modifier le climat,
et il sera très difficile de faire fortement baisser
ces émissions avant plusieurs décennies ».

L'opinion publique mondiale est-elle prête

Le problème étant planétaire, il n'y a qu'une organisation internationale qui ait les dimensions nécessaires pour prendre les mesures à l'échelle qui convient. L'opinion publique mondiale y est-elle prête ? - Il est « généralement admis » qu'un tel changement collectif passe par : 1) la reconnaissance individuelle du changement climatique, 2) celle de son origine anthropique, 3) la préoccupation de ses impacts négatifs et 4) la conviction qu'il s'agit d'une responsabilité à la fois personnelle et de toute la société. C'est donc sur ces quatre aspects que des enquêtes internationales ont été menées. Elles ont révélé une progression de la prise de conscience jusqu'en 2005. Et depuis 2010, la montée du scepticisme. D'après l'enquête de 2014, c'est aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie que le climato-scepticisme est le plus répandu. Les auteurs de Climat, le temps d'agir remarquent prudemment : « il est possible qu'un système politique polarisé ou qu'un groupe d'influence lié à l'exploitation des énergies fossiles ait une force d'explication plus grande que le seul traitement des questions liées au climat par les médias ». Sans faire état d'aucune enquête menée sur l'intervention de lobbies... ils se contentent de conclure : « un effort de recherche supplémentaire est nécessaire pour comprendre les mécanismes à l'origine de l'évolution de l'opinion publique ».

·II· Mettre en question la structure de l'économie

Les intentions cachées

C'est sans doute à la Canadienne Naomi Klein qu'on doit le plus gros travail accompli pour dévoiler les dessous de

cette vaste entreprise de conditionnement des cerveaux. Elle a mis cinq ans à rédiger son livre qu'évoquait déjà Jean-Pierre Mon dans nos colonnes en janvier dernier (GR 1160, p.4) et dont la traduction en français est sortie en mars, chez Actes sud, sous le titre Tout peut changer, capitalisme et changement climatique. Que ce soit en anglais ou en français, il faut lire ce livre sans se laisser impressionner par son épaisseur. D'écriture vive, sa lecture est facile, agréable et tellement édifiante ! Il s'agit, là aussi, d'un travail collectif, l'auteure remercie plus d'une centaine de personnes pour l'aide qu'elles lui ont apportée, et d'un travail sérieux qui s'appuie sur près de 900 références.

On comprend déjà beaucoup de choses quand on découvre que lors de la fondation de la CCNUCC à Rio, en 2012, les responsables des négociations ont reconnu ceci, "noir sur blanc" : « il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques... constituent un moyen d'imposer... des entraves au commerce international ». C'est clair, le cadre est posé, c'est « le commerce avant le climat ». Donc la COP21 échouera.

Ce que confirme le fait que nos décideurs, ces chefs d'État qui y feront de belles déclarations, ont déjà choisi puisqu'ils n'ont pas cessé de préparer, mais toujours en secret, ces traités bilatéraux de libération du commerce international (tels que TAFTA, TISA, CETA, etc, voir GR 1150, GR 1158, GR 1163), qui prévoient des dispositifs permettant à des sociétés privées de poursuivre les États qui prendraient, pour protéger le climat, des lois qui pourraient nuire à leur rentabilité.

D'où cette conclusion d'une analyste commerciale, Ilana Solomon : « Si l'on ne met pas en question la structure même de l'économie, on ne s'attaquera jamais à la véritable racine du problème ».

Traiter le mal à sa source

C'est ce que fait N. Klein. Elle dénonce « le postulat selon lequel le gouvernement n'a pas pour rôle de prescrire aux grandes entreprises ce qu'elles peuvent faire ou non, même si la santé publique ou le bien-être collectif, voire l'habitabilité même de notre maison commune, sont en jeu ». Laisser les entreprises décider de toute l'économie en n'ayant pour objectif que faire du profit, c'est, entre autres, voir se développer des projets gigantesques, chiffrés en dizaines de milliards chacun, comme ceux dans lesquels s'est lancé le secteur des combustibles fossiles pour exploiter les sources d'énergies non conventionnelles (gaz de schiste, sables bitumineux), extraction, raffinage, transport. Côté environnement et populations lésées, c'est hallucinant. En résumé : « on fait exploser la roche-mère des continents, on empoisonne l'eau par des substances toxiques, on décapite les montagnes, on racle la forêt boréale, on menace les fonds marins et on se précipite pour exploiter l'Arctique en train de fondre ». Deux chiffres : la fracturation entraîne au moins 30 % de plus d'émission de méthane, gaz dont l'effet de serre est 34 fois plus élevé que celui du CO2. Un autre : les investissements envisagés d'ici à 2035 par l'industrie des sables bitumineux s'élèvent à 364 milliards de dollars.

Or ce "virage", qui n'avait rien d'inévitable, n'a été possible que grâce à des déréglementations et à une surveillance réduite qui ont « grandement contribué à l'aggravation catastrophique du réchauffement planétaire ». La démission de nos "décideurs" est directement mise en cause.

Leur politique, contraire à leurs déclarations, c'est : laisser faire... du fric aux investisseurs.

Cette attitude est conforme à la logique du capitalisme : la survie d'une entreprise repose sur ses actionnaires, pour les attirer et les garder il faut qu'elle leur promette des retours sur investissement élevés et pour longtemps, sinon, ils fileront chez les concurrentes.

Or ce n'est pas en cultivant soigneusement la terre pour vendre ses légumes qu'on peut assurer des retours sur investissement de plus de 10 % l'an.

Alors, c'est tant pis pour la nourriture, l'environnement, la santé, les générations futures, etc.

Des projets pas seulement pharamineux ... mais à long terme

D'où la prolifération déchaînée de projets, souvent hallucinants. N. Klein évoque quelques uns de ceux de sociétés pétrolières, qui se chiffrent par centaines de milliards, en précisant que « les entreprises qui se lancent dans de tels projets ne pourront rentabiliser leurs investissements que si l'extraction se poursuit pendant des décennies... Chevron s'attend à ce que ses installations australiennes lui permettent d'extraire du gaz pendant trente ans... le monstre flottant de Shell est conçu pour durer vingt-cinq ans... la mine d'ExxonMobil dans l'Alberta devrait être exploitée pendant quarante ans ». Alors que les climatologues montrent que c'est avant 2020 qu'il faut entreprendre la transition énergétique pour qu'en 2050 on ait entièrement renoncé aux combustibles fossiles et espérer ainsi atteindre l'objectif des 2°C de réchauffement à la fin du siècle.

Alors pourquoi ces compagnies multinationales se risquent-elles dans d'aussi longues durées ?

- N. Klein se plonge plus profondément dans la logique de l'économie capitaliste pour l'expliquer. La "valeur" d'une entreprise sur le marché est fondée sur le risque. Un placement "sûr", c'est celui qui garantit une rentabilité à deux chiffres et à long terme. Pour attirer la confiance des actionnaires, cette valeur doit être stable ou monter. Pour cela, une société pétrolière ou gazière doit donc montrer qu'elle dispose de réserves à exploiter quand seront épuisées celles qui sont en cours d'extraction. « On s'attend à ce qu'une pétrolière ou une gazière dispose au minimum d'autant de pétrole et de gaz dans ses réserves prouvées qu'elle en ex-traie », on dit alors que son « ratio de remplacement des réserves » est de 100 % ». Et s'il était décidé de laisser le carbone sous terre, ses projets deviendraient des "actifs délaissés", ses investissements perdraient leur valeur anticipée et le cours de ses actions s'effondrerait. Comme les investisseurs s'alarment si ce ratio baisse, il doit être au moins de 100 % pour que l'entreprise puisse poursuivre ses activités.

Quand on a compris ça, on a tout compris. Et si l'industrie des combustibles fossiles envisage d'aussi longues durées d'exploitation c'est qu'elle fait le pari que les gouvernements n'imposeront pas de réduction sérieuse des gaz à effet de serre d'ici 25 à 40 ans ! Ceux des pays "développés" sont prêts à éviter la faillite des pétrolières comme ils ont évité la faillite des banques, ils ne sont pas prêts à sortir du système. Après eux, le déluge !

Ce qu'il faut d'urgence, c'est une prise de conscience

Si N. Klein a choisi de décrire des projets de sociétés pétrolières, c'est parce que les risques dont il s'agit concernent l'actualité immédiate, celle du réchauffement climatique.

Mais il y en a d'aussi dangereux, insensés, parfois monstrueux dans tous les domaines, et pas plus lointains dans le temps. Dans ces colonnes, nous en avons déjà évoqué quelques uns, inspirés par le progrès des connaissances dans les neurosciences, les nanotechnologies, le numérique, etc.

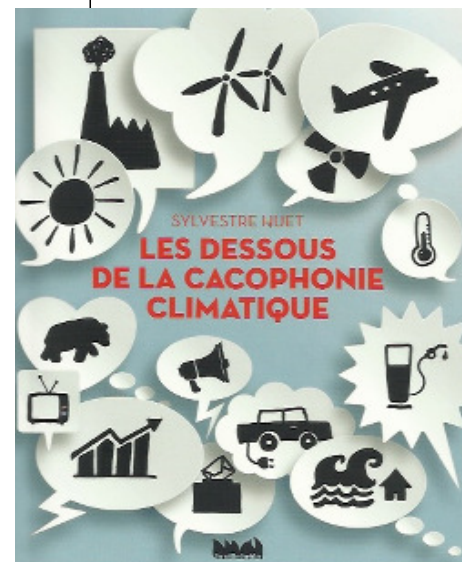
Il y a urgence à prendre conscience que c'est devenu suicidaire, pour l'humanité, de continuer à laisser exploiter par des entreprises dont le but est de satisfaire la soif démesurée de profit de leurs actionnaires, les possibilités gigantesques qui existent déjà, et celles qui vont être ouvertes dans le proche avenir.

Un problème semblable s'est présenté quand, en 1970, les chercheurs ont constaté que les CFC (les chlorofluorocarbures utilisés par exemple dans les frigos) altéraient la couche d'ozone qui protège la terre. Ils ont donné l'alerte. Mais il a fallu des années de négociations avant que soit signé, fin 1987, le Protocole de Montréal interdisant les CFC. Ces dangers sont aujourd'hui supprimés à 98 %.

Pour freiner ceux du changement climatique, les décisions à prendre sont beaucoup plus importantes, elles ne touchent pas seulement une industrie aussi particulière que celle des CFC, mais toutes les activités économiques du monde.

Comment cette prise conscience s'opère-t-elle ?

« Atténuer la dérive climatique en assurant une transition énergétique durable va modifier considérablement les conditions d'existence des générations futures » nous a écrit Jacques Hamon, auteur de nombreux articles publiés par La Grande Relève.



Il recommande la lecture de **Les dessous de la cacophonie climatique** éd. la ville brûle, 144 pages, 10Euros dans lequel l'auteur, Sylvestre HUET, spécialiste de l'information scientifique qui suit le dossier du climat depuis 30 ans, a particulièrement bien décrit « la complexité de cette problématique ».

Les sociétés "extractrices" sont les premières à avoir vu venir les dangers... pour elles. Et à passer à l'action. Comment ? N. Klein dévoile leurs démarches, répondant ainsi à l'interrogation posée dans leur conclusion par les auteurs de Climat, le temps d'agir. Leur stratégie a d'abord consisté à jeter le doute sur les résultats des climatologues. La mouvance ultra conservatrice de l'opinion américaine a, bien sûr, mordu à l'appât, puisque pour elle, la question du climat ne se pose pas. Mais la sortie du film d'Al Gore Une vérité qui dérange a entraîné une prise de conscience planétaire. Les "verts" allaient donc être écoutés et comme il n'était plus possible de les neutraliser, il fallait qu'elles les mettent de leur côté. Les convaincre d'affirmer qu'on peut sauver le climat sans arrêter les

extractions et même ouvrir de nouveaux marchés fort rentables. Mais comment obtenir pareil retournement ? Mais c'est bien sûr, en les achetant ! En subventionnant très largement de grandes associations vouées à la défense de l'environnement (une société qui encaisse plus de 451 milliards en un an trouve facilement quelques centaines de millions pour ça), l'industrie des combustibles fossiles est parvenue à y infiltrer des lobbyistes. N. Klein, décrit leurs manoeuvres en s'appuyant sur une très solide documentation et de nombreux entretiens. Heureusement, sinon il serait difficile de les imaginer, et les travaux de sape des lobbys ne font guère l'objet d'enquêtes de la "grande presse". Mais ils ont été tellement efficaces que le Wall Street Journal annonçait le 20 novembre 1986 : « une nouvelle génération d'environnementalistes pro-entreprise est née » et qu'en 1987 l'ancien président de la National Wildlife Association déclarait ceci : « Nos arguments doivent se traduire sous forme de profits, de gains de productivité et de stimulants économiques pour l'industrie ». L'"écologisme vert" était né, le marché "libre" allait sauver l'environnement et rapporter gros.

·III· dernier moyen de défense, la mobilisation citoyenne

C'est pourquoi, les **28 et 29 novembre** prochains, des citoyens du monde entier viendront à Paris participer **pacifiquement** à une **marche mondiale pour le climat**, qui sera le point de départ de deux semaines de mobilisations qui s'achèveront par une **action de masse non violente, le 12 décembre**, pour « *montrer à nos dirigeants que les citoyens n'abandonneront pas tant que des mesures fortes pour le climat ne seront pas entreprises* ».

Naomi Klein intitule un chapitre : C'est l'amour qui sauvera la planète ». Elle exprime ainsi tout son espoir dans la mobilisation des populations, sa conviction étant que rien n'est perdu grâce à la "Blocadie", cette zone mouvante où se situent les avant-postes de la lutte pour un autre monde possible et qui surgit de plus en plus souvent, de plus en plus fort, là où sont discutés les projets jugés trop grands, inutiles ou trop dangereux (mines à ciel ouvert, oléoducs, aéroports, barrages, etc.) qui créent des poches de résistance dans la population concernée. Elle donne comme exemple à suivre celui qui a abouti à ce que la Cour suprême du Canada finisse par reconnaître le droit de la nation Elsipogtog sur ses ressources naturelles et hydriques. Puis elle montre que les ZAD (zones à défendre, comme les désignent les "blocadiens") se multiplient partout dans le monde. Il y a celles qui se sont opposées à la société Eldorado Gold qui voulait raser la vaste forêt ancienne de Skouries, au Canada celles qui ont empêché Chevron de détruire un village de Roumanie pour y aménager un vaste puits de gaz de schiste, celles qui ont agité les vertes campagnes du pays de Shakespeare, etc. Et ce navire, l'Artic Sunrise, qui est allé dans l'Arctique russe pour attirer l'attention des forages dans cet océan dont les glaces fondent. « L'esprit de la Blocadie souffle aussi dans les régions de Chine les plus marquées par la répression », par exemple en Mongolie Intérieure, celui des gardiens de troupeaux, en Australie, celui des militants contre la destruction d'une forêt publique de 7.500 hectares pour la remplacer par une mine de charbon et contre l'agrandissement des ports du Queensland pour les navires charbonniers. En Grèce, en Chalcidique, des villageois qui pensent « qu'on peut bien vivre sans piller la terre » défendent leur territoire contre des mines d'or à ciel ouvert. Mais parmi tous ces gigantesques projets dévastateurs, il semble que ce soit l'oléoduc Keystone de TransCanada (coût 7 milliards, longueur 2.677 km), composante d'un réseau d'oléoducs qui s'étend déjà sur tout le continent nord-américain, qui soit le plus contesté. Même si nous sommes plus sensibilisés à ceux que nous avons en France, découvrir que de tels mouvements se développent nous conforte dans l'idée qu'il appartient aux citoyens conscients de se mobiliser pour les soutenir, et pour affirmer, en faisant appel à la raison et non à la violence, qu'une autre façon de gérer notre commune planète est possible.

Post-scriptum :

Dernière minute :

- 1. Le Monde Diplomatique présente dans son numéro de novembre un dossier sur "le chaos climatique" particulièrement bien documenté (publicité gratuite de ma part). La corrélation entre les courbes de la page centrale, montrant les variations, pendant 800.000 ans, du CO2 et de la température, est frappante. Leur brusque variation récente est aussi éloquente.*
- 2. La décision de reprendre le chantier de l'aéroport de N-D des Landes vient d'être brutalement annoncée par M. Valls. On frémit en pensant au risque pris de provoquer la violence en faisant cette annonce quand la protection de l'environnement est tellement à l'ordre du jour.*